

COLLOQUE INTERNATIONAL ARIMA

Montréal, 7 et 8 juillet 2020

dans le cadre du

XIV^e Congrès de l'International Society for Third-Sector Research (ISTR)

Appel à communications

LES RÉPERTOIRES D'INTERACTION :

COLLABORATIONS ET CONFRONTATIONS INTERSECTORIELLES
DANS LES SERVICES, LA GOUVERNANCE ET L'ADVOCACY

[Voir les modalités de présentation](#) - Date limite - 26 octobre 2019

L'objectif de ce colloque est d'explorer les relations inter-organisationnelles et intersectorielles, notamment entre acteurs de la société civile et des secteurs public ou privé, en ouvrant la « boîte noire » des interactions au niveau microsocial. Signes de la « nouvelle gouvernance publique » (Osborne, 2010), des réseaux et partenariats intersectoriels émergent, ou sont mandatés pour faire face à des problèmes complexes. Ils peuvent se concrétiser dans le cadre de la coproduction des services sociaux, de la nouvelle gouvernance environnementale ou territoriale, ou encore des mouvements d'*advocacy* et de défense des droits collectifs. Les *répertoires d'interaction* sont considérés ici comme étant le stock de connaissances, compétences, comportements, tactiques et discours ou « cadres » utilisés par les acteurs pour poursuivre et contrôler les échanges en cours (Berger et Luckmann, 1967). Même si les répertoires sont toujours structurés selon des normes institutionnelles et organisationnelles et par des rapports de pouvoir, une approche constructiviste à l'échelle microsociale nous amène à reconnaître que l'*agentivité* (la capacité d'agir de façon relativement autonome et effective) n'est pas l'apanage des institutions et acteurs puissants (Scott, 1990). En effet, peu importe les modèles, structures et systèmes prescrits ou mis en place, les relations intersectorielles sont ultimement accomplies à travers des interactions entre acteurs individuels situés dans des sites locaux (Fine, 2014).

En se concentrant sur les dynamiques à l'échelle microsociale (p. ex. Vaara et Whittington, 2012; Fine et Tavory, 2019; Emirbayer, 1997), les communications proposées contribueront de manière empirique à la compréhension des multiples façons de construire le changement, ou d'y résister, que ce soit par des pratiques de collaboration et négociation routinières, ou par des pratiques déstabilisantes (p. ex. Chalmers et Balan-Vnuk, 2013; Lee et Zhang, 2013). Ainsi, le point de départ des propositions sera les interactions, les transactions ou les échanges, qu'ils soient routiniers ou exceptionnels, par lesquels les acteurs collaborent ou se confrontent dans des espaces locaux de partenariat et de réseautage intersectoriels. Il sera aussi question d'espaces de manifestation ou de revendication et d'espaces infrapolitiques (confrontations à l'extérieur du champ politique formel). En explorant et en mettant à nu les divers courants sous-tendant les relations intersectorielles, les communications présenteront les moyens déployés par les acteurs pour produire, naviguer et contrôler la dynamique des rapports intersectoriels. Finalement, elles devraient nous aider à mieux comprendre, non pas ce qu'il *devrait* se passer dans ces espaces, mais bien *comment les acteurs construisent* ensemble ce qui se passe.

Les contributions exploreront de manière empirique les communications, confrontations, délibérations, altercations, échanges, négociations, stratégies, actes de résistances et pratiques silencieuses, qui constituent les répertoires d'interaction intersectorielle sous des régimes nationaux spécifiques, ainsi que sous des régimes

infranationaux et transnationaux. Elles s'intéresseront aux dialogues en face-à-face, ainsi qu'aux stratégies et techniques utilisées pour attirer l'attention sur certains défis et enjeux, pour créer des liens et des alliances, pour persuader et construire la confiance et une compréhension mutuelle, que cela vise la collaboration et la coordination, ou, au contraire, la résistance et l'influence sur des adversaires. Les communications peuvent employer — et contribuer au développement — des théories relationnelles ou basées sur l'*agency*, comme l'interactionnisme (Bishop et Waring, 2016), l'analyse des pratiques (Tello-Rozas et al, 2015) et de la stratégie comme pratique (Johnson et coll., 2007), les coalitions d'*advocacy* (Sabatier, 2007; Hadden, 2018), le *sense-making* (Weik et al, 2005), l'analyse des champs d'action (Emirbayer et Johnson, 2008; Fligstein et McAdam, 2011; Macmillan, 2015), les théories des réseaux (Fine et Kleinman, 1983; Diani, 2003, 2013; Bottero et Crossley, 2011) ou de l'acteur-réseau (Mouritsen et al, 2010; Bilodeau et al, 2019; Touati et Maillet, 2018), les dynamiques de la *contention* (ou de la contestation) (McAdam et al, 2003), ainsi que plusieurs autres perspectives qui nécessitent ou permettent l'analyse au niveau microsocial.

Nous souhaitons recevoir des communications qui étudieront les enjeux suivants :

- 1) Coproduction et la relation changeante entre l'État providence et la société civile : comment cela fonctionne-t-il en pratique?
- 2) Réseaux de gouvernance : les dynamiques et la « performance » au sein de la nouvelle gouvernance publique
- 3) Affrontements : les interactions intersectorielles dans l'*advocacy* et les mouvements de défense des droits collectifs

1) Coproduction et la relation changeante entre l'État providence et la société civile : comment cela fonctionne en pratique?

Historiquement parlant, il existait une relation « d'interdépendance dépendante » (Zhang, 2015) entre les États providences et le tiers-secteur. Depuis les années 1990, la grande quantité de littérature produite à propos de la commercialisation de cette relation a fait place à l'étude de la collaboration inter-organisationnelle, de la coproduction et de la participation des usagers et des citoyens. Certains croient que ces pratiques ont le potentiel de renforcer la légitimité des services publics et leur dimension démocratique ainsi que d'assurer leur viabilité en période d'austérité dans le secteur public (Pestoff, 2009). D'autres disent que la collaboration est plutôt un mythe (Essen et al, 2016) lorsqu'il est question de coproduction. Ce discours n'aurait pas mené à changer fondamentalement les relations de pouvoir entre les acteurs institutionnels publics et ceux faisant partie du milieu communautaire.

Une autre branche de la littérature s'intéresse à la nature et au rôle des dirigeants et entrepreneurs, même si ceci se fait moins souvent dans une perspective interactionniste (voir par exemple Furnari et Rolbina, 2018). Les contributions à ce colloque pourraient s'intéresser à savoir comment des acteurs, situés dans des relations intersectorielles, interviennent ensemble ou entrent en tension les uns avec les autres, face au contexte maintenant bien établi de la contractualisation, de la compétition, de la reddition des comptes en termes de performance et dans plusieurs cas, d'austérité. Une autre question intéressante serait aussi de voir comment les acteurs en arrivent à un ordre d'interaction dans ce contexte, qui peut inclure une inégalité des droits ainsi qu'une exposition inégale aux risques. Par exemple :

- Comment les citoyens, bénévoles ou acteurs communautaires vivent-ils la coproduction? Quelles sont les relations avec les professionnels et qu'en est-il de la participation des pairs? Du point de vue de ces acteurs, comment la coproduction favorise-t-elle l'autonomisation ou encore, une certaine forme d'exploitation des organismes du tiers-secteur ou des citoyens et usagers des services?
- Comment les acteurs du tiers-secteur exploitent-ils le système pour pouvoir maintenir leur autonomie, rester résilients et innover sous des conditions de plus en plus bureaucratiques, compétitives et instables? Comment la délinquance, la déviance et les actions non codifiées figurent-elles dans les stratégies (Teasdale et Dey, 2019; Janse van Rensburg et al, 2018)?
- Comment l'interaction collaborative ou la négociation entre secteurs opèrent-elles pour recadrer les enjeux ou encore arriver à des définitions partagées de problèmes? Comment les négociations se déroulent-elles lorsqu'il y a des prises de décision collective à propos de la contribution des ressources, de la coordination, des relations de pouvoir, des changements de rôle, de la création d'alliances, etc. ? Comment les différentes formes d'asymétrie des pouvoirs sont-elles déployées, résistées ou mitigées dans le contexte de ces négociations?

2) Réseaux de gouvernance : les dynamiques et la « performance » au sein de la nouvelle gouvernance publique

La gouvernance collaborative (Emerson et Nabatchi, 2015) à travers les réseaux intersectoriels incluant des partenaires gouvernementaux et de la société civile est un mode d'opération de plus en plus utilisé quand il est question de développement socioéconomique local, de planification socio-environnementale, d'accueil des réfugiés, de gestion de crises, etc. Que ce soit sous la bannière du localisme, de la décentralisation, du développement territorial ou encore des stratégies transnationales, des acteurs non gouvernementaux sont appelés à partager leurs connaissances, leurs expertises, leurs expériences et leurs ressources, notamment les acteurs philanthropes, les ONGs, les organismes locaux. Le développement sur le terrain de relations multiniveaux et interpersonnelles avec des autorités infranationales, nationales, inter ou transnationales est peu souvent étudié (mais regardez Olssen et al, 2007). Au-delà des aspects bien documentés du leadership et de l'entrepreneuriat, des interactions plus complexes déterminent au final l'étendue et les moyens utilisés dans ces réseaux de gouvernance pour remplir ou non leur mission, qu'elle soit mandatée ou émergente (Schmachtel, 2016). Les contributions au colloque devraient s'intéresser à la façon dont ces « chorégraphies de gouvernance » (Swyngedouw, 2009) sont en fait exécutées ou performées. Par exemple :

- Quelles sont les stratégies qui permettent de construire, maintenir, ou encore perturber et disputer une gouvernance collaborative significative? Comment les menaces internes, comme les rapports de pouvoir, sont-ils déployés et utilisés par certains acteurs ou plutôt comment font-ils l'objet de résistances ou de neutralisation? Comment certains acteurs, comme les entrepreneurs institutionnels ou des intrus non autorisés, interviennent-ils de façon à soutenir ou perturber les dynamiques de collaboration?
- Comment les menaces externes, la pression, les obstacles, l'interférence ou même le sabotage sont-ils vécus et neutralisés efficacement ou pas par les acteurs dans les réseaux de gouvernance collaborative? Comment les conditions politiques et institutionnelles instables ou antidémocratiques sont-elles vécues et gérées?
- Comment les dynamiques de délibération, de prise de décisions, et de gestion de la controverse sont-elles opérées à l'intérieur des réseaux de gouvernance? Dans quelle mesure et comment ces dynamiques résultent-elles de l'ordre négocié, construit à l'intérieur du réseau, contrairement à l'ordre normatif imposé par l'extérieur?

3) Affrontements : les interactions intersectorielles dans l'*advocacy* et les mouvements de défense collective des droits collectifs

Ce ne sont pas toutes les relations intersectorielles qui sont destinées à être collaboratives. La collaboration et le conflit peuvent être déployés simultanément comme tactiques complémentaires, et ce, dans plusieurs circonstances de coproduction ou de réseaux de gouvernance. Dans certaines situations, le seul objectif poursuivi par les acteurs est de mettre de l'avant une situation litigieuse, un désir de transformation sociale ou des protestations (Jasper et Duyvendak, 2015). Prenons par exemple le plaidoyer le mouvement LGBT*, les mouvements prodémocratie au Moyen-Orient (Volpi et Clark, 2019), à Hong Kong et ailleurs, les mouvements verts (Hoff, 2017) et les mouvements pour les droits des animaux. Tous veulent un changement de comportement de la part des détenteurs de pouvoir. La création des frontières identitaires de ces mouvements et le développement de stratégies pour mobiliser les alliés se prêtent bien à l'analyse microsociale (e.g. Mische, 2003). Par contre, la confrontation, la mobilisation du pouvoir, le conflit et le contrôle de ces dynamiques de controverses intersectorielles sont moins souvent étudiés. Elles sont aussi mises en pratique à travers des répertoires d'interactions qui peuvent comprendre des actes notamment de politisation, d'exposition, de publicisation, de revendication, de menaces, d'agression, de chantage et de cooptation. Des questions au niveau microsocial qui s'y rapportent incluent :

- Comment les acteurs évaluent-ils les stratégies des uns et des autres? Leurs propres stratégies sont-elles basées sur leur perception de celles des autres ou bien sont-elles construites sur d'autres bases (Krinsky et Barker, 2018)?
- Comment un ordre négocié émerge-t-il dans la présence de relations foncièrement antagonistes (Abers et al, 2014)? Comment cela se développe-t-il sur différentes échelles de protestation, comme les échelles locales, nationales et internationales?
- Les réseaux sociaux ont remplacé les interactions en face à face pour ce qui est de cadrer les enjeux publics et de créer les frontières identitaires des mouvements (Lim, 2012). Comment ces réseaux sont-ils déployés soit pour fabriquer des répertoires de protestation soit pour provoquer et maintenir des interactions antagonistes continues?

REFERENCES

Abers, R., Serafim, L. et Tatagiba, L. (2014). Changing Repertoires of State-Society Interaction under Lula. Dans M. L. Wiesebron, F. De Castro, K. Koonings (dir.), *Brazil Under the Workers' Party: Continuity and Change from Lula to Dilma* (p. 36-61). London, United Kingdom: Palgrave Macmillan.

Berger, P. et Luckmann, T. (1967). *The Social Construction of Reality. A treatise in the sociology of knowledge*. Middlesex: Allen Lane.

Bilodeau, A., Galarneau, M., Lefebvre, C. et Potvin, L. (2019). Linking process and effects of intersectoral action on local neighbourhoods: systemic modelling based on Actor-Network Theory. *Sociology of Health and Illness*, 41(1), 165-179. <https://doi.org/10.1111/1467-9566.12813>

Bishop, S. et Waring, J. (2016). Becoming hybrid: The negotiated order on the front line of public-private partnerships. *Human Relations*, 69(10), 1937-1958. <https://doi.org/10.1177/0018726716630389>

- Bottero, W. et Crossley, N. (2011). Worlds, fields and networks: Becker, Bourdieu and the structures of social relations. *Cultural sociology*, 5(1), 99-119. <https://doi.org/10.1177/1749975510389726>
- Brandsen, T., Trommel, W. et Verschuere, B. (2014). *Manufacturing civil society: Principles, practices and effects*. London, United Kingdom: Palgrave Macmillan.
- Chalmers, D. M. et Balan-Vnuk, E. (2013). Innovating not-for-profit social ventures: Exploring the microfoundations of internal and external absorptive capacity routines. *International Small Business Journal*, 31(7), 785-810. <https://doi.org/10.1177/0266242612465630>
- Diani, M. (2015). *The cement of civil society: Studying Networks in Localities*. New York: Cambridge University Press.
- Emerson, K. et Nabatchi, T. (2015). *Collaborative Governance Regimes*. Washington, DC : Georgetown University Press.
- Emirbayer, M. (1997). Manifesto for a relational sociology. *American journal of sociology*, 103(2), 281-317. <https://doi.org/10.1086/231209>
- Emirbayer, M. et Johnson, V. (2008). Bourdieu and organizational analysis. *Theory and society*, 37(1), 1-44. <https://doi.org/10.1007/s11186-007-9052-y>
- Essén, A., Värlander, S. W. et Liljedal, K. T. (2016). Co-production in chronic care: exploitation and empowerment. *European Journal of Marketing*, 50(5/6), 724-751. <https://doi.org/10.1108/EJM-02-2015-0067>
- Fine, G. A. et Tavory, I. (2019). Interactionism in the Twenty-First Century: A Letter on Being-in-a-Meaningful-World. *Symbolic Interaction*. « Editors' Invitation » doi: [10.1002/SYMB.430](https://doi.org/10.1002/SYMB.430)
- Fine, G. A. (2014). The hinge: civil society, group culture, and the interaction order. *Social Psychology Quarterly*, 77(1), 5-26. <https://doi.org/10.1177/0190272514522769>
- Fine, G. A. et Kleinman, S. (1983). Network and meaning: An interactionist approach to structure. *Symbolic interaction*, 6(1), 97-110. doi: [10.1525/si.1983.6.1.97](https://doi.org/10.1525/si.1983.6.1.97)
- Fligstein, N. et McAdam, D. (2011). Toward a general theory of strategic action fields. *Sociological theory*, 29(1), 1-26. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9558.2010.01385.x>
- Furnari, S. et Rolbina, M. (2018). Brokerage Styles and Interaction Rituals in Creative Projects: Toward an Interactionist Perspective on Brokerage. Dans C. Jones & M. Maoret (ed.), *Frontiers of Creative Industries : Exploring Structural and Categorical Dynamics* (vol. 55, p. 17-45). Emerald Publishing Limited.
- Hadden, J. (2018). The Relational Sources of Advocacy Strategies: Comparative Evidence from the European and US Climate Change Sectors. *Policy Studies Journal*, 46(2), 248-268. <https://doi.org/10.1111/psj.12217>

- Hoff, J. (2017). The role of civil society actors in climate change adaptation. Dans T. Scavenius & S. Rayner, *Institutional Capacity for Climate Change Response* (p. 90-106). Routledge.
- Janse van Rensburg, A., Khan, R., Wouters, E., van Rensburg, D., Fourie, P. et Bracke, P. (2018). At the coalface of collaborative mental health care: A qualitative study of governance and power in district-level service provision in South Africa. *The International journal of health planning and management*, 33(4), 1121-1135. doi: [10.1002/hpm.2593](https://doi.org/10.1002/hpm.2593)
- Jasper, J. et Duyvendak, J. (2015). *Players and Arenas: The Interactive Dynamics of Protest*. Amsterdam: Amsterdam University Press.
- Johnson, G., Langley, A., Melin, L. et Whittington, R. (2007). *Strategy as practice: research directions and resources*. Cambridge University Press.
- Krinsky, J. et Barker, C. (2016). Movement strategizing as developmental learning: perspectives from cultural-historical activity theory. Dans Johnston, H. (dir.), *Culture, Social Movements, and Protest* (p. 209-225). Routled.
- Lee, C. K. et Zhang, Y. (2013). The power of instability: Unraveling the microfoundations of bargained authoritarianism in China. *American Journal of Sociology*, 118(6), 1475-1508. <https://doi.org/10.1086/670802>
- Lim, M. (2013). Many clicks but little sticks: Social media activism in Indonesia. *Journal of contemporary asia*, 43(4), 636-657. <https://doi.org/10.1080/00472336.2013.769386>
- Macmillan, R. (2015). Starting from elsewhere: reimagining the third sector, the state and the market. *People, Place and Policy*, 9(2), 103-109. doi : [10.3351/ppp.0009.0002.0002](https://doi.org/10.3351/ppp.0009.0002.0002)
- McAdam, D., Tarrow, S. et Tilly, C. (2003). Dynamics of contention. *Social Movement Studies*, 2(1), 99-102. <https://doi.org/10.1080/14742837.2003.10035370>
- McAdam, M. D. D. (2003). *Social movements and networks: Relational approaches to collective action*. Oxford University Press.
- Mische, A. (2003). Cross-talk in movements: Reconceiving the culture-network link. Dans M. Diani & D. MacAdam (dir.), *Social movements and networks: Relational approaches to collective action* (p. 258-80). Oxford Scholarship Online.
- Mouritsen, J., Mahama, H. et Chua, W. F. (2010). 12 Actor-Network Theory and the Study of Inter-Organisational Network-Relations. *Accounting in networks*, 7(292).
- Olsson, P., Folke, C., Galaz, V., Hahn, T. et Schultz, L. (2007). Enhancing the fit through adaptive co-management: creating and maintaining bridging functions for matching scales in the Kristianstads Vattenrike Biosphere Reserve, Sweden. *Ecology and society*, 12(1), 28-45. Repéré à : <http://www.ecologyandsociety.org/vol12/iss1/art28/>
- Osborne, S. P. (ed.). (2010). *The new public governance: Emerging perspectives on the theory and practice of public governance*. Routledge.

- Peralta, K. J. et Vaitkus, E. (2018). Constructing Action: An Analysis of the Roles of Third Sector Actors During the Implementation of the Dominican Republic's Regularization Plan. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 1-13. <https://doi.org/10.1007/s11266-018-0003-1>
- Pestoff, V. (2009). Towards a paradigm of democratic participation: Citizen participation and co-production of personal social services in Sweden. *Annals of Public and Cooperative economics*, 80(2), 197-224. <https://doi.org/10.1007/s11266-018-0003-1>
- Sabatier, P.A. (1998). The advocacy coalition framework: revisions and relevance for Europe, *Journal of European Public Policy*, 5(1), 98-130. <https://doi.org/10.1080/13501768880000051>
- Scott, J. C. (1990). *Domination and the arts of resistance: Hidden transcripts*. Yale University Press.
- Swyngedouw, E. (2009). Governance-beyond-the-State: The Janus-face of Social Innovation. Dans D. MacCallum, F. Moulaert, J. Hillier & S. Vicari Haddock, (dir.), *Social Innovation and Territorial Development* (p. 63-79).
- Teasdale, S. et Dey, P. (2019). Neoliberal governing through social enterprise: Exploring the neglected roles of deviance and ignorance in public value creation. *Public Administration*. Preprint,
- Tello-Rozas, S., Pozzebon, M. et Mailhot, C. (2015). Uncovering Micro-Practices and Pathways of Engagement That Scale Up Social-Driven Collaborations: A Practice View of Power. *Journal of Management Studies*, 52(8), 1064-1096. <https://doi.org/10.1111/joms.12148>
- Touati, N. et Maillet, L. (2018). Co-creation within hybrid networks : what can be learnt from the difficulties encountered? The example of the fight against blood and sex-transmitted infections. *La revue Internationale des sciences administratives*, 84 (3), 1-17. <https://doi.org/10.1177/0020852317741679>
- Vaara, E. et Whittington, R. (2012). Strategy-as-practice : Taking social practices seriously. *The Academy of Management Annals*, 6(1), 285-336. <https://doi.org/10.1080/19416520.2012.672039>
- Volpi, F. et Clark, J. A. (2019). Activism in the Middle East and North Africa in times of upheaval: social networks' actions and interactions. *Social Movement Studies*, 18(1), 1-16. <https://doi.org/10.1080/14742837.2018.1538876>
- Weick, K. E., Sutcliffe, K. M. et Obstfeld, D. (2005). Organizing and the process of sensemaking. *Organization science*, 16(4), 409-421. <https://doi.org/10.1287/orsc.1050.0133>
- Zhang, Y. (2015). Dependent interdependence: The complicated dance of government–nonprofit relations in China. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations* 26(6), 2395-2423. <https://doi.org/10.1007/s11266-015-9645-4>